



Ajoutez le numéro Burundi-Eco whatsapp +257 75 82 82 82 dans vos contacts



Envoyez un message sur +257 75 82 82 82 indiquant votre nom, prénom, fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

## Politique salariale (page 3)

# Quand les fonctionnaires attendent Godot



La mise en œuvre de la politique salariale tant attendue par les fonctionnaires burundais n'a pas été effective à la fin du mois de juillet.

### GENRE



Masculinité positive

... pour garantir l'égalité entre l'homme et la femme (page 4)

### ENTREPRENEURIAT



Rolex

Le rolex, un nouveau plat florissant à Bujumbura (page 6)

### TRANSPORT



Transport lacustre

Transport lacustre des hydrocarbures : A quand son effectivité ? (page 7)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

- Escale du Bien
- Cercle Hippique
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka

- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Atlantis
- Les Universités
- Casino Supermarché

- Paroisse Saint Joseph
- CEBULAC
- Roca Golf
- IFB
- Gitega et Rumonge



## Editorial

## « L'économie se porte de mieux en mieux »



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

international projette la croissance économique du pays à plus de 3%. La croissance économique devrait se raffermir pour atteindre 3,3 % en 2022, soit une légère hausse par rapport au taux de 3,1 % enregistré en 2021, constatent les administrateurs du FMI. De quoi se réjouir selon le ministre en charge des finances qui en profite pour annoncer que l'économie nationale se porte à merveille malgré les chocs extérieurs.

Pour lui, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, l'économie burundaise n'est pas en danger. Il brandit les données du FMI pour consolider son argumentaire. Il compare le pays le plus pauvre du monde aux grandes économies de la zone euro. Les propos du ministre des finances semblent plus rassurants alors que le pays traverse une grave crise énergétique. Par effet de contagion, la pénurie criante du carburant provoque une envolée des prix sur le marché local. Les prix des produits de première nécessité et les services de transport explosent. Dans ces conditions, la croissance économ-

ique à deux chiffres attendue dès l'année prochaine est une utopie. De surcroît, il s'agira d'une croissance économique de rattrapage, car le pays aura traversé une longue période de récession économique.

Les experts du FMI estiment que la crise russo-ukrainienne pèse lourdement sur l'économie burundaise. La guerre en Ukraine a induit une hausse des prix à l'importation (denrées alimentaires et carburants) et une baisse des prix à l'exportation (thé et café), ainsi que des difficultés de chaîne d'approvisionnement qui ont amplifié les pressions inflationnistes et les défis de viabilité externe.

Les statistiques de l'ISTEEBU révèlent que l'inflation annuelle s'élève à 13,4% au mois de juillet. Cela est dû aux prix des produits alimentaires qui enregistrent une hausse de 16,1%. Les cours du pain, des céréales, des huiles des légumes contribuent principalement à la hausse du taux d'inflation. La dette publique intérieure frôle les 3 000 milliards de FBu. Par rapport à la ca-

pacité du pays de s'approvisionner sur le marché extérieur, les administrateurs soulignent la faiblesse de la position extérieure et la nécessité de prendre des mesures pour remédier aux déséquilibres extérieurs et reconstituer les réserves de change. D'ailleurs, ils suggèrent d'utiliser l'allocation des DTS principalement pour renforcer les réserves de change.

Les experts du FMI estiment que la dette publique du Burundi est soutenable. Toutefois le risque de surendettement extérieur est considérable, avertissent-ils. « Les déséquilibres extérieurs sont de taille, le taux de couverture des réserves est inférieure à la norme et la prime du marché de change parallèle est élevée ».

Les propos du ministre des Finances sont de loin de convaincre la société civile. Les activistes de la société civile évoquent la dégradation continue des conditions de vie des populations ponctuée par la pauvreté, la malnutrition aiguë, l'inflation galopante et le chômage.

Aux grands maux, de grands remèdes, dit-on! Au lieu de se voiler la face, les autorités devraient prendre le taureau par les cornes pour réduire la vulnérabilité de la population. Nous saluons la mesure d'interdiction des importations de maïs tout en espérant cette fois-ci que les grains de maïs ne contiennent pas de toxines. « Si les Burundais dans leurs diversités sont incapables de s'asseoir ensemble et de parler honnêtement de leurs faiblesses et de leurs potentialités, le pays n'avancera jamais », a tranché l'éminent économiste professeur Léonce Ndikumana en marge d'une conférence sur le développement animée en août 2021.

Face aux pressions inflationnistes actuelles et à la croissance rapide du crédit, les administrateurs du FMI soulignent la nécessité de recalibrer l'orientation de la politique monétaire, d'initier une réduction du financement monétaire et de renforcer l'indépendance de la Banque centrale.

Le Fonds Monétaire International (FMI) apprécie à juste titre la résilience économique du Burundi face aux effets induits par la double crise de Coronavirus et le conflit militaire qui oppose la Russie et l'Ukraine. « L'économie du Burundi continue à faire face aux vents contraires que représentent la pandémie de COVID-19 et les effets de la guerre en Ukraine », peut-on lire sur le site du FMI.

Ce gendarme du système financier

### Covid-19 : Allègement des conditions pour les voyageurs entrant au Burundi

Le certificat négatif à la Covid-19 n'est plus exigé à l'Aéroport International Melchior Ndadaye depuis le 08 août 2022 pour les voyageurs entrant sur le territoire burundais.

Toutefois, ils doivent faire le test de dépistage PCR à leur arrivée à l'aéroport, selon le communiqué du comité national de riposte contre la Covid-19.

S'agissant des voyageurs sortant du pays, le test négatif est exigé uniquement pour ceux qui se rendent dans les pays qui l'exigent avant d'accéder à leur territoire.

Le coût du test de dépistage Covid-19 à l'arrivée à l'aéroport passe de 100 à 50 USD pour les citoyens des pays membres de l'EAC.

### Thierry Ndikumwenayo remporte le Diamond League sur 3000 m



Dans la compétition de Diamond League qui se tient à Monaco en France, l'athlète burundais Thierry Ndikumwenayo a remporté ce mercredi 10 août 2022 la course de 3 000 mètres sur un chrono de 7 : 25" 93"

Il bat ainsi le record national jusqu'ici tenu par Venuste Niyongabo (7 : 34" 96") en 1996.

### Vers la reprise de l'importation du maïs



Le ministère en charge de l'agriculture vient de décider la reprise de l'importation du maïs et de ses produits dérivés. Selon nos confrères de la Radio Izere FM, l'annonce a été faite par Déo-Guide Rurema, ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage lors de la présentation du bilan annuel des réalisations de son ministère. Cette mesure vient d'être prise au moment où les prix du maïs et de ses produits dérivés sont en hausse actuellement.

La mesure interdisant l'importation de la farine à base de maïs avait été prise par le gouvernement en mars 2021 sur une période de six mois. Mais, jusqu'aujourd'hui, elle était encore en vigueur.

Le gouvernement arguait que ces produits contiennent une grande quantité de mycotoxines telles que les aflatoxines et les fumonisines qui pourraient avoir des conséquences néfastes sur le plan sanitaire.

### 40 magistrats révoqués

Par un décret présidentiel du 10 août 2022, quarante magistrats dont quinze des juridictions supérieures et vingt-cinq des juridictions de base sont révoqués par Evariste Ndayishimiye, Président de la République. Accusés de corruption et de mauvaise gestion, ils écoperont des peines d'emprisonnement comprises entre une année et 30 ans de servitude pénale. En plus des peines d'emprisonnement, vingt-six d'entre eux écoperont des amendes variant entre 20 mille FBu à 3 300 000 millions FBu.

La décision avait été prise lors de la réunion du Conseil Supérieur de la Magistrature tenue le 29 juillet 2022 dans la commune Ruhororo de la province de Ngozi au cours de laquelle 300 dossiers constitués de plaintes relatives aux procès et à la discipline des magistrats ont été analysés selon le Président Ndayishimiye.

### Taux de change du 11 Août 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2023	2056
Euro	2081	2114
Shi. Kenyan	16,9727	17,2465
Shi. Tanzanien	0,8679	0,8819
Shi. Ougandais	0,5244	0,5328
Fr Rwandais	1,9669	1,9986

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2  
Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Tirage : 5000 exemplaires  
Directeur de publication et  
Rédacteur en chef :  
Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint :  
Mélange Maniragaba  
Service commercial :  
+257 22 277868 / 75129129

Imprimé par HOPE DESIGN

## Mise en œuvre de la politique salariale Un rendez-vous manqué

La mise en œuvre de la politique salariale tant attendue par les fonctionnaires burundais n'a pas été effective à la fin du mois de juillet comme promis par le Président de la République. Le ministre des Finances, du Budget et de la Planification Économique Dr Domitien Ndiwokubwayo explique que cela est due aux problèmes liés au calcul des salaires.

C'est une grande déception chez les fonctionnaires burundais qui attendaient impatiemment de percevoir leurs salaires calculés en tenant compte de la nouvelle politique salariale à la fin du mois de juillet 2022. La mise en œuvre de la politique salariale n'a pas été effective à cette date. Pourtant, lors de la célébration de la fête du travail et des travailleurs le 2 mai 2022, le Président de la République du Burundi avait promis que depuis la fin du mois de juillet 2022, les fonctionnaires percevront des salaires révisés.

Une ordonnance conjointe portant déblocage administratif et avancement fictif de carrière des fonctionnaires et agents civils de l'Etat pour la période 2016-2022 a été signée par le ministre ayant les finances dans ses attributions et son collègue en charge de la fonction publique le 25 juin 2022. Cette ordonnance confirmait la mise en œuvre de la politique salariale à la fin du mois de juillet. Cette bonne nouvelle a tant égayé les fonctionnaires burundais



Les fonctionnaires doivent encore attendre patiemment la mise en œuvre de la fameuse politique salariale comme d'ailleurs ils avaient l'habitude de le faire depuis 2012.

qui commencent à désespérer suite à cette problématique qui est devenue récurrente.

### Un problème technique qui a tout gâché

Aucun obstacle à la mise en œuvre de cette politique salariale n'avait été signalé aux bénéficiaires. D'ailleurs, selon nos confrères de la Voix de l'Enseignant, les services de la fonction publique auraient confirmé

que le calcul des salaires du mois de juillet 2022 en tenant compte de la nouvelle politique salariale après le déblocage administratif était fini. «Cela nous a vraiment plu. Mais des rumeurs ont commencé à circuler comme quoi au niveau du ministère en charge des finances on a tout annulé. Personne n'y croyait. Le fait que c'est le Président de la République lui-même qui l'avait annoncé nous rassurait. Nous avons hâte de voir nos salaires», témoigne un fonctionnaire.

A leur grande surprise, à part que les salaires sont arrivés sur les comptes un peu tardivement comparativement à l'accoutumée, en ce qui est du montant, le salaire n'avait pas changé. Chaque fonctionnaire a perçu le même montant que celui qu'il avait perçu au mois de juin 2022 comme le témoigne ce fonctionnaire. Ne sachant pas à quel saint se vouer, chaque fonctionnaire, y compris les représentants syndicaux qui faisaient partie du comité technique de pilotage

souhaitait avoir la moindre idée de ce qui s'est réellement passé. Aucune explication officielle n'a été donnée à ce moment. Certains parlaient d'un « problème technique ». Une réponse vague qui semble ne pas convaincre les fonctionnaires. De toutes les façons, le seul choix qui leur reste est celui d'attendre patiemment la mise en œuvre de la fameuse politique salariale comme d'ailleurs ils avaient l'habitude de le faire depuis 2012.

### Le ministre en charge des finances éclaire

Dans une conférence de presse qu'il a animée ce mardi 9 août 2022, le ministre en charge des finances Dr Domitien Ndiwokubwayo a fait savoir que le calcul des salaires n'est pas automatique et que cela demande du temps. « Le calcul des salaires est un travail qui doit être fait minutieusement. Sinon on risque de se retrouver en train de donner de l'argent qui ne correspond pas à ce qui devrait être donné », fait-il savoir. Et d'ajouter que la mission qui devrait faire ce paramétrage n'est pas une mission locale. « C'est une mission que nous devons chercher à l'extérieur du Burundi parce que nous n'avons pas les compétences requises pour faire cela. Et cela exige de faire passer le marché ». Toutefois, il tranquillise les fonctionnaires que l'ordonnance signée ne va pas être jetée à la poubelle, mais plutôt qu'il va donner la permission de pouvoir commencer le paramétrage.

Florence Inyabuntu

## SOCIÉTÉ

## Aucun retraité ne va désormais percevoir une pension inférieure à 30 000 FBu

Au moment où le retraité d'à partir de l'année 2020 va percevoir une pension équivalente à son dernier salaire, le retraité d'avant 2020 va désormais percevoir une pension qui n'est pas inférieure à 30 000 FBu. Cela ressort d'un communiqué du conseil des ministres tenu le 3 août 2022

Lors d'un conseil des ministres tenu le 3 août 2022, il a été recommandé qu'aucun retraité d'avant l'année 2020 ne touche une pension de vieillesse inférieure à 30 000 FBu. D'après le communiqué issu de ce conseil des ministres, cela découle de ce qui a été recommandé au ministère en charge des finances de faire des calculs pour voir parmi les trois scénarii proposés, à savoir : la hausse de la pension à hauteur de 30%, 40% ou 50%, lequel l'Etat peut choisir pour augmenter la pension des retraités d'avant l'année 2020.

Le même communiqué fait remarquer que les bénéficiaires vont commencer à percevoir la pension revalorisée dès l'adoption de cette note synthèse. L'INSS et l'ONPR vont dégager au moins 30% de leurs placements pour financer la réforme et l'Etat va l'accompagner en mettant en place un fonds pour sa pérennisation. Et l'inspection générale de l'Etat est appelée à vérifier si tout le patrimoine de l'INSS qui génère des avoirs (infrastructures, placements, avoirs, etc.) est bien géré et si tous les fonds vont sur le compte de l'INSS. En collaboration avec l'ISTEEBU, les ministères concernés



Lors d'un conseil des ministres tenu le 3 août 2022, il a été recommandé qu'aucun retraité d'avant l'année 2020 ne touche une pension de vieillesse inférieure à 30 000 FBu.

vont refaire les projections pour que chaque année on sache exactement ceux qui vont à la retraite et ceux qui ne figurent plus sur la liste des bénéficiaires. Les ministères concernés vont refaire les statistiques pour voir chaque mois les cotisations perçues et les montants des pensions déboursés. Les mandataires politiques et publics ne sont pas concernés par cette réforme, car il y

a des textes qui régissent les institutions dans lesquelles ils sont ou leurs institutions d'origine.

### Les retraités s'en réjouissent

Michel Mpawenayo, retraité habitant la zone Bwiza fait savoir que cette initiative de revoir à la hausse la pension des retraités d'avant 2020

est à saluer. « Nous nous disions que le gouvernement allait nous reléguer aux oubliettes, car il a été précisé que tout retraité d'à partir 2020 va désormais percevoir une pension qui équivaut à son dernier salaire d'avant son départ en retraite», laisse entendre Mpawenayo.

Selon le premier ministre Alain Guillaume Bunyoni, l'ONPR et

l'INSS ont été mis en place pour assurer la sécurité sociale des retraités. Mais le constat est encore long, car le retraité perçoit une pension insignifiante. A titre d'exemple, à l'INSS, 4869 retraités sur 29 360 perçoivent encore une pension de retraite mensuelle qui varie entre 2400 FBu et 10 000 FBu. A l'ONPR, la situation est presque semblable. 50 retraités sur 6612 perçoivent une pension de retraite mensuelle qui varie entre 1700 FBu et 10 000 FBu. Selon Bunyoni, cette pension est insignifiante pour celui qui a consacré toute sa vie au service de la nation. Au regard de cette situation, il a fait savoir que les conditions de vie des retraités doivent être améliorées qu'il pleuve, qu'il neige ou qu'il vente dans l'objectif de mettre en œuvre la promesse du chef de l'Etat d'avoir une pension de retraite mensuelle égale au dernier salaire net mensuel dans les secteurs public, parapublic et privé.

Notons que sur base des résultats obtenus dans les secteurs paratatactiques et privés, la commission qui a élaboré l'étude sur la réforme de la sécurité sociale a proposé que l'année de mise en œuvre de cette réforme soit de 2023 pour les retraités dont les employeurs sont en ordre avec l'INSS. En 2022, on va donc organiser un recensement pour identifier les cotisants et les non cotisants. Différents cadres légaux et une autorité de régulation seront mis en place pour faire le suivi et l'évaluation de l'exécution des réformes par l'INSS et l'ONPR.

Jean Marie Vianney Niyongabo

# La masculinité positive pour garantir l'égalité entre l'homme et la femme

Certains hommes n'ont pas compris que les femmes sont indispensables pour le développement des ménages en particulier et du pays en général. Pourtant, il y a des hommes qui sont responsables et qui comprennent le rôle et la valeur de la femme dans le foyer. C'est cette catégorie d'hommes que Search for Common Ground, à travers le projet Tuyage, veut soutenir pour qu'ils soient des modèles dans la société. Tel est le but de la campagne dénommée « Masculinité positive »



Grâce Fleur Francine Uwitonze, chef du projet Tuyage de Search for Common Ground : « La campagne de sensibilisation sur la masculinité positive est une occasion de faire la lumière sur les barrières culturelles et sociales qui entravent les droits de la femme ».

Search for Common Ground a lancé la campagne sur la masculinité positive baptisée « Umugabo Nyawe » mardi le 2 août 2022 à Muyinga. La masculinité positive est l'ensemble d'initiatives prises pour faire participer les hommes à l'avancement de l'égalité des genres et à l'élimination de la discrimination et des violences faites aux femmes. Selon Augustin Niyongabo, coordinateur de MenEngage au Burundi, pour avoir une masculinité positive réussie, les hommes doivent changer les mentalités et mettre de côté tout ce qui est en rapport avec la « masculinité toxique ». Ce concept encourage les hommes et les garçons à ne pas montrer leurs émotions. Plutôt, ils doivent être virils, dominants et, parfois, adopter des comportements à risque pour montrer qu'ils sont au-dessus des femmes dans la société.

## Pourquoi la masculinité positive ?

Il y a pas mal de barrières qui limitent l'autonomisation économique des femmes. Ce sont entre autre des barrières culturelles, mais également des normes sociales. « Dans

beaucoup d'activités organisées dans le cadre du projet Tuyage, participent exclusivement les femmes. Et ces dernières recommandent la participation de leurs maris pour qu'ils soient eux aussi sensibilisés », indique Grâce Fleur Francine Uwitonze, chef du projet Tuyage de Search for Common Ground.

Selon Mme Uwitonze, les hommes ont besoin de comprendre leur rôle dans l'épanouissement, le bien-être

et le développement économique de la femme. D'où une campagne de sensibilisation sur la masculinité positive. Cette campagne est essentiellement basée sur la mise en avant des hommes modèles, ceux qui ont compris l'importance de prendre en considération les efforts fournis par une femme en vue de devenir financièrement autonome.

C'est aussi une occasion de faire la lumière sur les barrières culturelles,

mais aussi sur les normes sociales qui entravent les droits de la femme. « Pour ce faire, il faut pousser la société à réfléchir sur les stratégies à adopter pour un changement durable en faveur de la femme. L'homme et la femme doivent être conscients qu'ils sont complémentaires. Au lieu de plonger facilement dans les violences conjugales qui détruisent les ménages, ils peuvent se compléter et avancer ensemble », indique Mme Uwitonze.

## Concilier la masculinité positive avec la culture

Les gens prendront conscience de certains aspects de la culture burundaise qui sont en défaveur de l'autonomisation économique de la femme, mais qu'ils peuvent surmonter. « Un homme peut battre sa femme, mais il ne peut pas préparer la nourriture ou prendre soin des enfants... Tels sont quelques aspects culturels qui sont en défaveur du développement de la femme », précise M. Niyongabo. Pour inverser la tendance, Mme Uwitonze est optimiste qu'il y a des hommes qui peuvent servir de modèles, c'est-à-dire des personnes qui n'ont pas connu ces aspects culturels ou qui les ont dépassés. C'est à travers cette prise de conscience que tout homme doit comprendre sa contribution à l'épanouissement et au développement économique de sa femme. Il doit savoir ce qu'il faut faire pour améliorer le bien-être de sa famille.

Ainsi, avec le changement des mentalités, la société burundaise sera petit à petit transformée positivement. En conséquence, les violences basées sur le genre diminueront ou disparaîtront complètement et les revenus des ménages s'accroîtront. La campagne de sensibilisation sur la masculinité positive durera trois mois et elle se déroulera essentiellement dans cinq provinces où le projet Tuyage est opérationnel, à savoir Gitega : Karusi, Kayanza, Muyinga et Ngozi. Les médias contribueront également à la sensibilisation.

Cet article est une synthèse des enregistrements réalisés par le service communication de Search for Common Ground lors du lancement de la campagne « Masculinité positive » au chef-lieu de la province Muyinga.

Gilbert Nkurunziza

## PUBLICITE

# Jibu : Economisez pour votre avenir !

On ne le dire jamais assez, l'eau c'est la vie et si vous buvez de l'eau saine, vous aurez plus de chances de rester en bonne santé plus longtemps mais aussi de faire quelques économies.

### Comment cela direz-vous ?

Premièrement, vous dépenserez moins en médicaments. Choléra, vers intestinaux, bilharziose, diarrhées

tant de maladies souvent liées à la consommation d'eau de qualité douteuse.

En buvant de l'eau saine et consommez moins de médicaments.

De plus, vous dépenserez moins en frais d'hospitalisation. Imaginer passer des nuits à l'hôpital tout ça pour avoir consommé de l'eau impropre à la consommation ?

Pire encore, pensez à tout l'argent que vous allez y dépenser.

En gagnant plus car étant moins malade. Être souvent malade nous empêche de travailler, de subvenir aux besoins de notre famille. Tombez moins malade en buvant de l'eau propre à la consommation !

De plus Jibu est là pour vous aider à faire économies non seulement sur votre argent mais aussi votre temps.

225 Fbu par litre, c'est ce que vous coûte de consommer l'eau de qualité Jibu, qui dit mieux?

Ainsi, vous n'aurez plus à perdre du temps à faire bouillir l'eau.

Benjamin Franklin le disait déjà en l'an 1748 : Le temps c'est de l'argent !



# Vers la hausse des prix des produits Brarudi, Buceco et Sosumo ?

La commercialisation de certains produits comme ceux de la Brarudi, Buceco et Sosumo pose problème. Des spéculations sur les prix de ces produits se remarquent sur le marché. Cette problématique a été analysée au Conseil des Ministres du 03 août 2022. Les membres du gouvernement proposent entre autres d'autoriser l'importation du sucre

**T**rouver le ciment Buceco sur le marché est devenu une casse-tête. Ce matériel de construction produit localement est actuellement vendu comme la drogue. Il est quasi introuvable dans les magasins se trouvant au quartier Asiatique reconnu comme le lieu principal de vente des matériaux de construction. Seuls les cimenteries de type Dangote et Simba de la Tanzanie sont stockés dans les entrepôts. Selon les vendeurs, bon nombre de commerçants ont renoncé à s'approvisionner en ciment Buceco.

« S'il est disponible, en l'espace de quelques heures, le stock s'épuise. Il est souvent vendu à l'avance. Les demandeurs de ce type de ciment ou autres commerçants donnent de l'argent à l'avance. Ils viennent directement récupérer ce ciment juste après le déchargement », précise un gérant d'un magasin de vente de ce produit. D'autre part, il se vend par téléphone et des commissionnaires entrent en jeu. En insistant, certains vendeurs vous demandent la quantité voulue et vous expliquent qu'ils peuvent passer un coup de fil à leurs amis pour vous servir. A ce moment, vous réalisez que les prix sont en hausse. Un sac de ciment Buceco de



Pour les produits Sosumo et Buceco qui brillent pour leurs insuffisances, les membres du gouvernement proposent d'autoriser à d'autres opérateurs à capacité financière suffisante d'importer ces produits.

50 kg est actuellement vendu à plus de 30 mille FBu alors que le prix officiel est de 24 500 FBu.

La situation est la même pour le sucre produit par la Sosumo. Il faudra sillonner plusieurs alimentations ou boutiques de la ville pour trouver cette denrée alimentaire. Là où il est disponible, vous allez vous aligner en file indienne pour s'en procurer. Ce qui est fatigant. Actuellement, les gens ne se donnent même plus la peine de demander le sucre dans les boutiques, mais plutôt de bouche à oreille ou par téléphone. Au moment où le prix officiel est de 2500 FBu le kilo, les commerçants le vendent à leurs grés jusqu'à 8000 FBu par kilo.

## Les spéculations sur les produits Brarudi se font sur le nez et la barbe de l'administration

Dans certains bars, il est difficile de trouver toutes les boissons Brarudi. Si elles sont disponibles, les spéculations sur les prix se font au vu et au su de tout le monde. A Bujumbura, les commerçants s'arrogent le droit de hausser les prix selon leurs volontés. Dans certaines boutiques, c'est normal de vendre une Amstel 50 Cl (Bechu) à 1800 FBu, 2000 FBu... alors que le prix officiel est de 1500 FBu. La bière Primus 50 cl (Baju) dont le prix officiel est de 1000 FBu se vend à plus de 1500

FBu. L'Amstel Bock se vend dans la plupart des cas à 2000 FBu alors que son prix officiel est de 1500 FBu. Les vendeurs disent peiner en faisant de longs trajets pour s'en approvisionner.

## La Brarudi et Buceco réclament la hausse des prix de leurs produits

Une note sur la problématique de la commercialisation de ces produits a été étudiée par le Conseil des Ministres du 03 août 2022. Ce dernier reconnaît les écarts entre les prix de référence et les prix réels sur le marché avant de préciser que l'offre de ces produits ne satisfait pas la

demande. « La Brarudi et Buceco n'ont cessé d'adresser auprès du ministère en charge du commerce des demandes d'augmentation des prix de leurs produits depuis 2021 », apprend-on. Cela pour des raisons de flambée des coûts des matières premières, du transport, mais également de la nécessité d'augmenter les investissements pour répondre à la demande.

Selon le communiqué du Conseil des Ministres, pour la Brarudi, l'augmentation des prix proposés varie entre 200 et 600 FBu par bouteille et dépend du type de produit au moment où pour Buceco, l'augmentation du prix proposée est de 3000 FBu par sac sur le ciment 32.5R. « Compte-tenu des capacités de production de ces entreprises, il n'est pas évident que ces produits seront disponibles même après la hausse des prix », estime le gouvernement. Et de proposer : « Pour les produits Brarudi et Buceco, il est important d'analyser les coûts de production pour proposer des prix réalistes ». Elles doivent présenter un plan d'augmentation de la production pour que ces produits soient disponibles avant d'envisager la hausse des prix. S'agissant des produits Sosumo et Buceco qui brillent pour leurs insuffisances, les membres du gouvernement proposent d'autoriser à d'autres opérateurs à capacité financière suffisante d'importer ces produits. Il recommande également l'accélération du projet de réhabilitation, modernisation et extension de la Sosumo dont « le Business plan est déjà disponible ».

Bruce Habarugira

## SOCIÉTÉ

# Les vacances d'été : y aurait-il moyen de les rentabiliser davantage ?

Depuis la fin du mois de juin, le mouvement des étrangers qui viennent passer les vacances au Burundi se remarque ici et là. Cette période est connue pour sa rentabilité dans différents secteurs de la vie du pays et donc dans l'économie nationale. Un climat propice pour rentabiliser davantage ces vacances est plus que nécessaire

L'été bat son plein, une période de vacances par excellence. Beaucoup de Burundais vivant à l'étranger et certains étrangers viennent au Burundi pour différentes raisons. Ce mouvement des vacanciers qui a commencé avec la fin du mois de juin impacte d'une façon remarquable plus d'un secteur du pays et donc de l'économie nationale, entre autres le secteur de l'hôtellerie et du tourisme.

Même s'il y en a qui préfèrent séjourner dans les familles, la plupart préfèrent séjourner dans les maisons de passage. Cela fait que les réservations soient effectuées longtemps avant comme le témoigne un vacancier. Il venait pour un mariage et devrait prendre une maison de passage, car il ne va passer que 3 mois au Burundi. « J'ai réservé une maison de passage au mois de février 2022, mais ce n'était pas facile, car la plupart d'entre elles étaient déjà prises », fait-il savoir.

## Les vacances dans une période spéciale

Un gérant d'une maison de passage se trouvant à Kigobe le confirme.

Les réservations ont été effectuées depuis le mois de décembre 2021. Depuis la fin du mois de juin, aucun parmi une dizaine d'appartements s'y trouvant n'était disponible jusque vers la fin du mois de septembre comme il le fait savoir. Selon lui, c'est la période la plus rentable comparativement aux autres périodes de l'année.

Il regrette cependant qu'à cause de la pénurie du carburant et des coupures intempestives du courant électrique, ils ne peuvent pas offrir un service de qualité à leurs clients. « Ils sont parfois exigeants. Nous devons faire recours au groupe électrogène en cas de coupure du courant électrique. Un casse-tête compte tenu de l'actuelle pénurie du carburant. Heureusement que la plupart d'entre eux sont des Burundais qui comprennent la situation mais pour les étrangers, ce n'est pas toujours facile », fait-il savoir. Il demande au gouvernement de créer un climat propice pour rentabiliser davantage cette période.

## Le tourisme presque impossible

Cette période constitue également une bonne occasion pour les vacanciers de visiter les différents sites touristiques sur le territoire national. Ce secteur qui était normalement susceptible de se développer et de connaître une apogée remarquable présente des lacunes, surtout celles liées à l'aménagement des sites. Cela fait que certains vacanciers y soient réticents. « J'aimerais faire le tour du Burundi avec ma famille, mais, pour un tel voyage, il suffit de prendre toutes les dispositions pour



Un climat propice pour rentabiliser davantage les vacances d'été est plus que nécessaire.

ne pas faire face à des surprises », fait-il savoir. Malheureusement, la plupart de nos lieux touristiques ne sont pas bien aménagés. Certains d'entre eux sont inaccessibles car les routes qui y mènent sont quasiment impraticables. D'autres sites touristiques ne sont pas aménagés « ce n'est pas toujours facile de visiter un endroit où on ne peut même pas trouver de quoi manger ou un endroit où on peut trouver où se loger dans les parages », déplore-t-il.

## Quand la pénurie du carburant gâche les vacances

La pénurie du carburant ne facilite pas l'affaire. Cette période con-

stitue normalement un moment de soulagement également pour ceux qui disposent de véhicules à louer. Mais pendant ces vacances, ceux qui disposent de voitures à louer n'en attendent pas grand-chose. « Auparavant, nous pouvions faire louer une voiture (avec un réservoir plein de carburant) à 100 mille FBu par jour. Il arrivait des fois où toutes les voitures étaient prises pour un mois ou deux. On en tirait beaucoup de profit », raconte un chauffeur d'une voiture à louer. Aujourd'hui, les propriétaires de voitures disent ne pas y gagner grand-chose. « Aujourd'hui peu sont ceux qui osent louer une voiture sans toutefois avoir la moindre idée d'où trouver le carburant. Plus les services deviennent chers, moins les consommateurs sont in-

téressés. La plupart de nos voitures sont à sec. Nous travaillons à perte », déplore ce chauffeur.

Dans une soirée de gala organisée par la diaspora burundaise, Fabrice Manirakiza, un Burundais qui vit en Australie depuis 15 ans a demandé aux autres membres de la diaspora de cibler les différents secteurs susceptibles de se développer et de profiter de l'expérience qu'ils tirent de leurs pays d'asile respectifs pour venir développer le Burundi « Sans doute, le Burundi peut devenir un géant économique au même titre que d'autres pays du monde entier », fait-il savoir.

Florence Inyabuntu

# Les réalisations de 2021 satisfaisantes et prometteuses

Le ministère en charge de l'agriculture a organisé un atelier de présentation du rapport des activités réalisées en 2021 par le projet Plantwise. Au cours de cette année, plus de 50 cliniques végétales ont été créées, une dizaine d'événements ont été organisés et des centaines de personnes ont été formées sur différents modules



Emmanuel Ndorimana, secrétaire permanent au ministère en charge de l'agriculture (au milieu) : « Plantwise vise l'augmentation de la production agricole en réduisant au minimum les pertes agricoles dues aux maladies et ravageurs ».

et Ngozi). Plantwise a fourni également les matériels nécessaires au bon fonctionnement des cliniques végétales.

En plus de cela, 192 personnes ont bénéficié de plusieurs formations sur sept modules de différentes spécialisations (formateurs, superviseurs, docteurs des plantes, pour la production des fiches d'informations, etc.). Cela pour informer les producteurs sur les principales maladies et ravageurs présents au Burundi. Un système de collecte des données avec des tablettes a été mis en place pour constituer une base de données sur les maladies et les ravageurs les plus répandus dans différentes zones agro-écologiques ainsi que les produits phytosanitaires couramment utilisés et recommandés.

En 2022, Plantwise prévoit de former 130 docteurs des plantes pour couvrir d'autres provinces du pays et mettre en place 115 cliniques végétales au total. D'ici 2023, le projet compte mettre en place plus de cliniques végétales pour soutenir environ 10 000 agriculteurs.

## Ce que le ministère en charge de l'agriculture attend de Plantwise

« Le développement agricole fait face aux pertes de production dues aux pestes et maladies et mérite une attention particulière pour lever les obstacles à l'augmentation de la production agricole. Notre souhait est que Plantwise puisse contribuer à répondre aux besoins des agriculteurs de réduire les coûts des

intrants avec les bonnes pratiques et d'apporter de la valeur à leur production de qualité », indique Emmanuel Ndorimana, secrétaire permanent au ministère en charge de l'agriculture.

Selon M. Ndorimana, Plantwise permettra aux agriculteurs d'augmenter la production agricole en réduisant au minimum l'impact des maladies et ravageurs sur la production agricole. Des cliniques des plantes fonctionnelles et efficaces seront mises en place pour renforcer les capacités des producteurs en matière de gestion intégrée des maladies et ravageurs. La sauvegarde des ressources naturelles et la résilience aux changements climatiques à travers la promotion des alternatives aux pesticides nuisibles à l'environnement seront une priorité.

Une base de données sur les maladies et ravageurs plus répandus dans les différentes zones agro-écologiques sera mise en place et des approches pratiques de sa gestion en se référant à l'expertise du Centre for Agriculture and Bioscience International (CABI) dans les autres pays ayant des conditions similaires.

## Plantwise est sensible au genre

« Plantwise améliorera les performances des systèmes agricoles et renforcera la durabilité écologique des terres rurales », indique Jan Willem Nibbering, conseiller sécu-

rité alimentaire et nutritionnelle à l'ambassade des Pays-Bas au Burundi. Plantwise contribuera aussi à l'adaptation au changement climatique en apportant un soutien aux agriculteurs sur les pratiques de gestion durable des ravageurs et des maladies tels que les pratiques culturales améliorées, la rotation des cultures, l'agriculture de conservation, l'utilisation des variétés des plantes résistantes aux nouveaux ravageurs et maladies déclenchées par le changement climatique.

En outre, selon M. Nibbering, le programme vise à assurer l'aspect genre en améliorant l'accès des femmes aux bénéfices des services de conseils phytosanitaires fournis par les docteurs des plantes. Le programme abordera les questions liées au genre par des activités de sensibilisation dans les communautés et par le renforcement des capacités des docteurs des plantes sur une prestation sensible au genre des services de vulgarisation agricole.

Plantwise est un programme qui est opérationnel dans 35 pays (Afrique-Asie-Amérique) depuis 2011. Il vise à accroître la sécurité alimentaire et améliorer les moyens de subsistance des populations rurales en réduisant les pertes des récoltes dues aux maladies et ravageurs des plantes. Au Burundi, le projet Plantwise est coordonné par l'ISABU et le CABI. Plantwise est financé par l'ambassade du royaume des Pays-Bas au Burundi pour une période de trois ans (2021-2023).

Vendredi le 5 août 2022, le ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage a organisé un atelier de présentation du rapport des activités réalisées en 2021 par le projet Plantwise au Kings Conference Centre. « Plantwise répond parfaitement à la stratégie nationale de développement du secteur agricole », indique Dr. Alfred Niyokwishimira, directeur général de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU). L'une des plus importantes interventions de Plantwise au Burundi est la mise en place des cliniques végétales. Les agriculteurs viennent dans ces cliniques avec des échantillons de leurs cultures et les docteurs des plantes diagnostiquent le problème et font des recommandations par rapport aux moyens requis pour le gérer.

A cet effet, selon Dr. Niyokwishimira, 100 docteurs des plantes ont été formés et 50 cliniques végétales ont été créées dans 8 provinces pilotes (Bubanza, Bujumbura, Cibitoke, Gitega, Kayanza, Muramvya, Mwaro

## ENTREPRENEURIAT

# Le rolex, un nouveau plat florissant à Bujumbura

Introduit pour la première fois dans la capitale économique Bujumbura par Mwarabu Rolex Company, le rolled eggs dit rolex est depuis bientôt 6 ans le plat préféré des citoyens. Son initiateur témoigne qu'il a commencé sa fabrication et sa commercialisation avec un capital de 8 mille FBu. Il en arrive à 500 mille FBu



David Gahungu, fondateur de Mwarabu Rolex Company : « J'aspire créer de l'emploi pour une multitude des jeunes et devenir un grand contribuable ». Photo (Jimberé)

« Pas mal de jeunes Burundais souhaitent aller vivre en Occident où ils espèrent mener une vie meilleure. Ils dépensent de l'argent pour acheter les documents de voyage. Pourtant, cet argent pouvait constituer un capital pour démarrer une Activité Génératrice des Revenus (AGR) », indique David Gahungu connu sous le sobriquet de Mwarabu et introducteur du Rolex dans la mairie de Bujumbura.

Pour ce natif de la commune Kiganda, province de Muramvya, père de deux enfants et âgé de 34 ans, il n'y a pas de sot métier. Retourné au pays natal alors qu'il était réfugié en Ouganda, M.Gahungu commença son business par le commerce des chaussures importées d'Ouganda dénommées « Yeboyebo ».

Celles-ci partirent en fumée lors de l'incendie de l'ex-marché central de Bujumbura en janvier 2013. Malgré cela, informe M.Gahungu, j'avais l'ambition de pratiquer la boxe. Cela afin de sillonner le monde occidental et d'encaisser par après trop de pognon.

## Le Rolex s'introduit

M.Gahungu précise qu'il s'est lancé ensuite dans la production et la

commercialisation du « chapati » accompagné de haricot. Et de faire remarquer : « Je n'avais pas d'employé. Ma femme s'occupait d'enroulement du chapati et moi de sa préparation. Cela, car le capital était encore insignifiant et était évalué à 8 mille FBu ».

En 2016, poursuit M.Gahungu, un voyageur kenyan commanda le « rolex » et j'étais le seul à savoir le préparer, parce que je l'avais appris lors de mon séjour en Ouganda. « Comme je n'avais pas de capital suffisant pour les préparer je me rabattais sur les produits de mon voisin. Le rolex s'achetait à 5 000 FBu. Moi, je ne récupérais que 500 FBu, soit l'équivalent de ma contribution qui était de deux chapatis. Le reste était propriété du voisin », déplore-t-il avant de signaler que le lendemain, le voyageur kenyan est retourné avec 5 autres clients et ensuite 12 clients. Le fondateur de Mwarabu Rolex Company pré-

cise que ces clients lui ont laissé un pourboire de 10 mille FBu. Et de continuer : « A cette période, une palette contenant 30 œufs, élément indispensable dans la fabrication du rolex s'achetait à 8 mille FBu. Déjà, avec le pourboire, j'avais un capital de 2 palettes d'œufs, soit 60 œufs ».

M. Gahungu fait savoir que la fabrication et la commercialisation du rolex a trop vite progressé. Actuellement, confirme-t-il, j'ai un capital de 500 mille FBu. Les rolex sont préparés et vendus dans trois points de vente situés tous dans la commune Mukaza, un à Bwiza à la 4ème avenue et un autre à Jabe III au terrain de basketball et enfin à Jabe au « Come Again » près du magasin Mutoyi.

Pour lui, ses productions se classent en trois catégories auxquelles il a lui-même donné le nom. La première catégorie est appelée « rolex sim-

ple » fabriqué à base d'huile de coton, de tomates, d'oignons, des œufs, de citron, de maggi et de chapatis. Le prix par pièce est fixé à 3 mille FBu. La deuxième catégorie est appelée « special rolex ». Ce plat est constitué par les éléments constituant le rolex simple auxquels on ajoute du saucisson. Le prix par pièce de celui-ci est de 5 mille FBu. Cela au moment où la troisième catégorie dénommée « special special rolex » est formée par les éléments constituant le « rolex simple » auxquels on ajoute les frites des pommes de terre.

Et de signaler que la préparation des rolex se fait par la cuisson des éléments comme les tomates, les omelettes... dans l'huile de coton et ensuite les enrouler dans deux chapatis. M.Gahungu avoue que le rolex peut être consommé même 15 heures après sa préparation. Cela sans nuire à la santé du consommateur.

## Le nouveau produit contribue à la création de l'emploi

M.Gahungu fait savoir qu'il a engagé 15 employés, payés quotidiennement à raison de 2 mille FBu chacun.

Et de renchérir : « Ces employés sont logés et nourris chez moi ».

A part cela, le fondateur de Mwarabu Rolex Company certifie qu'actuellement il utilise par jour 20 palettes d'œufs, soit environ 300 000 FBu si la valeur d'une palette d'œufs est de 15.000 FBu. Ces œufs sont fournis par deux vendeurs permanents avec possibilité d'être fournis par des saisonniers. M.Gahungu utilise 80 kg d'oignons par jour. Le kilo peut être vendu entre 1200 FBu et 1800 FBu, selon les saisons culturales, c'est-à-dire entre 96 000

FBu et 144 000 FBu. Il annonce qu'il écoule par jour deux sacs de farine de blé servant dans la fabrication du chapati achetés chacun 78 000 FBu, soit 156 000 FBu pour les deux sacs.

M.Gahungu signale qu'il utilise 15 kg de saucissons par jour achetés à 12 000 FBu par kg, soit 180 000 FBu en tout. Il se sert aussi chaque jour des tomates d'une valeur de 30 000 FBu, du charbon d'une valeur de 100 000 FBu, de 3 cartons de « maggi » d'une valeur de 18 000 FBu et de 80 kg de pommes de terre d'une valeur de plus de 88 000 FBu.

Et d'avouer : « Avec mon métier, je parviens à louer une maison de 200 000 FBu, à payer les frais scolaires de mes deux enfants, soit 200 000 FBu par trimestre. En plus de ma responsabilité familiale, j'assiste également quelquefois ma mère dans les travaux champêtres ».

M.Gahungu notifie qu'il aspire à créer de l'emploi pour une multitude de jeunes et à devenir un grand contribuable. Pour s'y préparer, conclut-il, j'ai déjà obtenu mon Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et pour chaque produit que j'achète, j'exige une facture standardisée confectionnée au modèle de l'Office Burundais des Recettes (OBR). Et de marteler : « J'ai également ouvert un compte à la Banque de Crédit de Bujumbura. Ce qui me facilitera de contracter un crédit en cas de nécessité ».

M.Gahungu informe qu'il a associé son épouse dans tout ce qu'il fait. Et de se réjouir : « Mon épouse sait non seulement préparer du rolex, mais aussi gérer une entreprise ».

Mélance Maniragaba

# Transport lacustre des hydrocarbures : A quand son effectivité ?

Cela fait plus de 10 ans que les opérateurs économiques Burundais ne font pas transiter les hydrocarbures par la voie ferroviaire et lacustre. Actuellement, les entrepôts du carburant installés à Kigoma approvisionnant le Burundi sont à sec. Cette voie qui est moins utilisée même pour le transport des autres produits est moins chère et permet le transport de grosses quantités. Son non utilisation fait que le pays enregistre une perte de 90 USD par tonne



Eric Ntangaro, secrétaire exécutif de l'ATIB : « TPA a promis de diminuer les prix d'embarquement des hydrocarbures, un prix qui est de nature inférieur à celui de l'embarquement des autres marchandises ».

« Je ne parviens pas à comprendre pourquoi les Burundais ne font pas transiter les hydrocarbures depuis bientôt 10 ans ainsi que des quantités importantes d'autres produits par la voie ferroviaire et maritime. Par contre, les Congolais font transiter les hydrocarbures par le lac Tanganyika », fait remarquer Julienne Bakenda Mutabihirwa, directrice de « Shegema Shipping Company », une agence de transport œuvrant au port de Kigoma, avant de signaler que même pour les petites quantités de marchandises, on peut procéder au chargement des bateaux en vrac.

Mme Julienne Bakenda Mutabihirwa rappelle que le prix par tonne des marchandises qui transitent par le lac Tanganyika est de 10 USD.

Pas mal de sources dont Jérémie Kekenwa, consul de la République du Burundi à Kigoma en Tanzanie convergent sur le fait que les voies ferroviaire et maritime sont plus avantageuses. Le fait de faire transiter les hydrocarbures par la voie ferroviaire et maritime impacterait les prix des marchandises. Ce qui avantagerait le dernier consommateur.

Malheureusement, les entrepôts des hydrocarbures de Kibirizi à Kigoma en Tanzanie où devraient transiter les hydrocarbures à destination du Burundi sont toujours à sec.

## Pourquoi les opérateurs économiques font le recours à la voie routière ?

Depuis le port de Dar-es-Salaam où passent plus de 95% des importations et des exportations burundaises, la voie ferroviaire et maritime longue de 1 429 km se subdivise en deux tronçons.

Le premier tronçon est constitué par le rail (côté Tanzanie). Ce tronçon part du port de Dar-es-Salaam jusqu'au port de Kigoma installé sur le lac Tanganyika sur une distance de 1 251 Km.

Le deuxième tronçon est lacustre. Il relie le port de Kigoma au port de Bujumbura sur une distance de 178 km. Cela au moment où le trajet rail-route qui part de Dar-es-Salaam jusqu'à Bujumbura est long de plus de 1500 km. Pourtant, il est le plus utilisé dans le transport du carburant.

Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) estime que la voie ferroviaire et maritime n'est pas exploitée par les importateurs des hydrocarbures en raison des intérêts des grands pétroliers propriétaires de camions.

## La voie ferroviaire et maritime mérite d'être convoitée

« Nous avons trainer à réemprunter

la voie ferroviaire et maritime. Les Tanzaniens sont prêts à diminuer les prix de transport après négociations, surtout au niveau de Tanzania Railways Corporation (TRC) et les prix sur la manutention au port de Kigoma », indique Eric Ntangaro, secrétaire exécutif de l'Association des Transporteurs Internationaux du Burundi (ATIB).

Par ailleurs, affirme M.Ntangaro, si on transporte le carburant par camion, de Dar-es-Salaam à Bujumbura, celui-ci met au minimum trois jours. Cela au moment où le camion transporte plus au moins entre 28 et 30 tonnes.

« Si les marchandises le carburant inclus passent par la voie ferroviaire, le train met moins de 48 heures pour effectuer le trajet Dar-es-Salaam-Kigoma et puis, le bateau met entre 10 heures et 12 heures pour effectuer le trajet Kigoma-Bujumbura », explique M.Ntangaro.

Et de marteler : « Cela au moment où on transporte de grosses quantités lorsqu'on emprunte la voie ferroviaire et maritime ».

Le secrétaire exécutif de l'ATIB confirme que TRC détient 20 wagons. Chaque wagon transporte 50 mille litres d'essence ou 45 mille litres de mazout.

« Du côté des transporteurs burundais, nous détenons des bateaux capables de transporter une quantité équivalente à celle transportée par 12 wagons », signale M.Ntangaro avant d'annoncer que la flotte lacustre burundaise a une capacité de transporter 9590 tonnes avec une capacité de transporter 550m<sup>3</sup> de carburant. Ce qui équivaut à la quantité transportée par environ 15 camions.

Il notifie qu'il existe au port de Kigoma deux terminaux des hydrocarbures qui n'ont pas de connexion avec les connexions des terminaux des autres marchandises. Un bateau peut être connecté directement au terminal sans attendre ou sans embouteillage avec d'autres bateaux, selon toujours M.Ntangaro. Il indique également que les pompes des hydrocarbures de Tanzania Port Authority (TPA) sont en bon état.

« Cette autorité promet qu'en cas de nécessité, les hydrocarbures peuvent être embarqués directement dans les bateaux sans transiter par les entrepôts. De plus, TPA a promis de diminuer les prix d'embarquement des hydrocarbures. Ce prix est de nature inférieur à celui de l'embarquement des autres marchandises », fait savoir M.Ntangaro.

Il déplore que même si les opérateurs économiques burundais préfèrent transporter les hydrocarbures par voie terrestre, ils s'exposent aux tracasseries, au paiement des frais de péage routier qui ont doublé en Tanzanie, au paiement des frais de location des camions, aux accidents routiers, à la pollution de l'environnement...

## Moins de 5 produits à destination du Burundi transitent par la voie ferroviaire et maritime

Ally Shamte, responsable de la gare ferroviaire de Kigoma informe que les produits qui passent par le rail à destination du Burundi sont notamment le ciment, le blé, les tôles...

« La quantité de ces marchandises est évaluée à 400 tonnes par mois », souligne-t-il.

M.Ally Shamte précise que TRC dispose d'une cinquantaine de trains faisant le trajet Dar-es-Salaam-Kigoma. Les trains transportant les marchandises font ce trajet 5 fois par semaine tandis que les trains qui transportent les personnes font ce trajet deux fois par semaine.

Il informe que chaque train tire 20 wagons ayant une capacité de 40 à

42 tonnes. Celui-ci peut transporter en une seule fois une quantité pouvant être transportée par 27 camions.

Et de continuer : « Les trains que nous utilisons actuellement ont une vitesse de 75 km à l'heure. Il est souhaitable que les Burundais se familiarisent avec les trains. Dans un projet tripartite entre la Tanzanie, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC), on est en train de construire un chemin de fer électrifié à écartement standard (SG). Le nouveau train effectuera 160 km à l'heure et mettra 3 heures sur un trajet où le train classique met 10 heures ».

Et de regretter : « Les opérateurs économiques Burundais ne font pas confiance à TRC. Ils font souvent recours aux commissionnaires qui à leur tour, sont susceptibles de faire des magouilles. Pourtant, avec TRC, toutes les opérations se passent rapidement et officiellement, car TRC est la propriété de l'Etat Tanzanien ».

Malume Mchanga, directeur-adjoint du port du Kigoma dit que les produits à destination du Burundi qui transitent par le port de Kigoma sont évalués à environ 200 tonnes par semaine.

Il indique que ces produits passent moins de 24 heures dans les entrepôts avant d'être embarqués dans les bateaux. Cela avec la possibilité d'être conservés dans les entrepôts du port de Kigoma pendant 7 jours gratuitement sans payer les frais de stockage.

## Des pertes énormes

Dans le forum national sur le développement qui a eu lieu au mois de novembre 2021, Capitaine Dieudonné Dukundane, directeur régional de l'environnement à l'Autorité du Lac Tanganyika et ex-Secrétaire Exécutif du Corridor Central a démontré que le pays importe plus qu'il n'exporte.

La valeur des importations était de 800 millions USD tandis que celle des exportations atteignait à peine 200 millions USD.

D'après lui, la plupart des importations arrivent par les axes routiers. Les 500 mille tonnes de marchandises que le pays achète en dehors de l'Afrique transitent par le port de Dar-es-Salaam.

« La différence entre le coût de transport par route et le coût de transport par chemin de fer du port de Dar-es-Salaam à Kigoma et par le lac Tanganyika fait qu'on enregistre une perte de 90 USD par tonne », commente-t-il.

Et de faire comprendre : « Si on ajoute aux 500 mille tonnes importées en dehors de l'Afrique, le trafic des marchandises importées de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Kenya, la perte sèche est de près de 36 millions USD ».

Le chemin de fer Dar-es-Salaam-Kigoma long de 1 251 km a été construit en 1914 par les Allemands tandis que le port de Kigoma a été construit en 1924 par les Belges. Avec le 18<sup>ème</sup> siècle (siècle des Lumières), l'Europe a prospéré. C'est dans ce cadre que des expéditions ont été organisées par les Européens afin de chercher des débouchés pour leur production et de s'approvisionner en matières premières. D'où la construction des infrastructures de transport.

Mélance Maniragaba



Les produits à destination du Burundi qui transitent par le port de Kigoma sont évalués à environ 200 tonnes par semaine.

## Vers la mise en place d'une société spécialisée dans la gestion des déchets solides

Au moment où la municipalité de Bujumbura est confrontée à un défi majeur de gestion des déchets solides, l'entreprise dénommée Frontier Holdings Limited de l'Inde est venue pour inverser la tendance. Elle compte installer une usine de traitement et de gestion des déchets



La gestion des déchets solides inquiète plus d'un malgré la présence de pas mal d'associations de collecte des déchets

La gestion des déchets solides inquiète plus d'un malgré la présence de pas mal d'associations de collecte des déchets. Dans une descente effectuée dans certaines zones de la municipalité de Bujumbura qui sont entre autres Cibitoke, Buyenzi, Bwiza, Ngagara et Nyakabiga, les habitants se lamentent du fait que la gestion des déchets solides est devenue un casse-tête. Ils se demandent là où sont passées les associations chargées de les collecter pour les acheminer vers la décharge publique située à Mubone.

Au regard de cette situation catastrophique, les habitants contactés font savoir que les ménages se débrouillent dans la gestion de ces déchets. Certains ont creusé des fossés destinés à l'enfouissement des déchets chez eux. D'autres paient des gens qui collectent ces déchets pour les jeter dans des dépotoirs sauvages. Le responsable d'une des associations contacté indique que ces associations éprouvent des difficultés pour trouver le carburant dont les camions de collecte des déchets ont toujours besoin. «Comme les autres propriétaires des véhicules,

nous pouvons passer plus de trois jours devant les stations-services pour nous approvisionner en carburant, mais en vain», déplore-t-il. Selon lui, cette situation a fait que la plupart des associations de collecte des déchets ne parviennent plus à honorer leurs engagements.

Même le gouvernement affirme que la gestion des déchets pose problème dans la municipalité de

Bujumbura. Pour inverser la tendance, un mémorandum d'entente entre le gouvernement de la République du Burundi et l'entreprise Frontier Holdings Limited de l'Inde pour l'installation d'une usine de traitement et de gestion des déchets a été signé, lit-on dans le communiqué du conseil des ministres du 3 août 2022. Ce communiqué fait remarquer que dans le contexte ac-

tuel d'expansion rapide des villes et de forte croissance démographique, surtout en Mairie de Bujumbura, le volume des déchets qu'ils soient solides ou liquides, ne cesse d'augmenter. D'où leur gestion efficace revêt une importance primordiale pour améliorer le cadre de vie des populations et pour protéger l'environnement.

Malgré les efforts consentis par le Gouvernement, en adoptant la Politique Nationale d'Assainissement et en mettant en place des services techniques pour maintenir la propreté dans la ville de Bujumbura, le gouvernement déplore que l'assainissement reste précaire et plus particulièrement en ce qui concerne la gestion des déchets solides. Au-delà des conséquences directes sur la santé et l'environnement, il laisse entendre que le défaut d'assainissement constitue un obstacle au développement de l'investissement extérieur et en particulier du tourisme.

### Mise en place d'une société spécialisée dans la production des engrais organiques à base de déchets solides

Et d'ajouter que l'objectif de ce mémorandum d'entente entre le gouvernement du Burundi et l'entreprise dénommée Frontier Holdings Limited de l'Inde est d'assurer la gestion rationnelle des déchets solides dans la ville de Bujumbura en produisant notamment de l'engrais organique.

Notons qu'une organisation de la société civile opérant au Burundi reste pessimiste sur l'efficacité de cette société. Selon elle, pas mal d'initiatives visant la gestion des déchets ne cessent d'être prises. Pourtant, cette problématique persiste.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## INTEGRATION REGIONALE

### Contributions statutaires

## Plus de 147 milliards de FBu d'arriérés à payer

La République du Burundi veut désormais revoir sa politique étrangère en matière de participation dans les organisations régionales et internationales. Le calcul des intérêts motive cette décision pour un Etat qui passe en revue ses contributions statutaires non payées. Une évaluation rigoureuse s'impose avant de revoir la liste des organisations dans lesquelles le Burundi participe comme membre

Le Burundi, comme tous les pays, fait partie de certaines organisations régionales et internationales. C'est notamment le cas des organisations comme la Communauté Economique des Pays de Grands Lacs (CEPGL), la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) ou alors la plus récente, la Communauté de l'Afrique de l'Est. Le Gouvernement Burundais juge la participation dans certaines Organisations non profitable pour le pays. La note présentée par Dr Domitien Ndi-hokubwayo, ministre en charge des finances au Conseil des Ministres s'appuie sur un argumentaire aux allures économiques.

La note lève le voile sur une somme très considérable à payer pour un pays qui voit sa dette intérieure s'accroître chaque année. Selon le communiqué sanctionnant le conseil des ministres du 03 août 2022, les arriérés s'élèvent actuellement à plus de 147 milliards de FBu. Malheureusement, le Burundi n'est plus



Dr Guillaume Ndayikengurukiye, Professeur de Science Politique et Relations Internationales à l'Université du Burundi: « Il y a lieu de se demander si vraiment il y a une réflexion stratégique sur les avantages que le Burundi tire de ces organisations ».

satisfait par les intérêts qu'il tire de certaines des organisations régionales et internationales dont il fait partie. « Cette situation est due à une multitude d'organisations internationales auxquelles le Burundi a adhéré sans nécessairement tenir compte du profit que le pays va en tirer », peut-on lire dans le communiqué. Ce texte sorti de la réunion des ministres précise : « Les ressources financières dont dispose le

pays ne permettent pas d'honorer les engagements financiers au titre des contributions statutaires ».

### Une analyse scientifique rigoureuse recommandée

Selon Dr Guillaume Ndayikengurukiye, expert en Science Politique et Relations Internationales, c'est normal qu'un pays fasse partie

des organisations régionales ou internationales. « Le monde est aujourd'hui engagé dans la logique d'interdépendance. Aucun Etat ne peut donc prétendre vivre replié sur lui-même », explique l'expert avant de rappeler l'interconnexion des conflits observés dans le monde. Cependant, cet analyste n'est pas convaincu quant aux intérêts tirés par le Burundi de sa participation dans de nombreuses organisations dont il

fait partie. « Il y a lieu de se demander si vraiment il y a une réflexion stratégique sur les avantages que le Burundi tire de ces organisations », indique Dr Ndayikengurukiye. Pour lui, le choix de l'organisation où adhérer doit être motivé par un intérêt quelconque. « Il existe un défi pour les Etats d'opérer des choix pour avoir un impact positif sur la population d'une nation », souligne-t-il.

Amené à répondre sur la question de savoir si le retrait de ces organisations ne risque pas d'occasionner des pertes du côté du Burundi, Guillaume Ndayikengurukiye a fait savoir qu'il y a des conséquences, mais que la question de l'adhésion ou du retrait d'un pays d'une organisation relève fondamentalement du principe de souveraineté. Il rappelle néanmoins qu'en cas de dossier à régler, le gouvernement doit engager des négociations.

Un peu critique, cet enseignant d'université rappelle que l'adhésion du Burundi à certaines de ces organisations s'est plutôt faite sur des considérations plus symboliques. Donc, dépourvue de caractère à faire avancer le pays sur le plan économique ou sur la voie de la paix et de la sécurité.

Le Conseil des Ministres a émis quelques recommandations, appelant les Ministres concernés et les institutions paraétatiques à actualiser la liste des Organisations dont l'Etat du Burundi est membre. L'élaboration d'un plan de régularisation échelonnée de tous les arriérés a également été recommandée.

Jonathan Ndikumana



## Clinique Prince Louis Rwagasore

# Le non entretien des locaux menace un bâtiment public de grande envergure

La "Clinique Prince Louis Rwagasore" s'est progressivement dégradée avec le temps. Cette image d'une grande clinique accueillant les VIP imprimée dans la mémoire des Burundais d'hier s'efface peu à peu. Le look de ce bâtiment mémorable, destination des milliers de Burundais à la recherche des soins médicaux est une marque d'un devoir non accompli envers la chose publique. Reportage

Il est autour de 11 heures quand nous débarquons à l'entrée de la "Clinique Prince Louis Rwagasore". En cette mi-journée, un léger vent souffle dans une cour poussiéreuse. La chaleur d'été semble avoir chassé le monde du dehors. A l'intérieur, juste devant l'entrée, un employé se tient debout adossé contre les lavabos construits blocs de ciment. Il nous regarde tout droit dans les yeux et pointe du doigt le robinet. Il faut se laver les mains avant d'entrer. On s'en va à l'intérieur de ce grand bâtiment aux murs peints en jaune.

En haut, au-dessus de la grande porte double battant sur laquelle sont affichés plusieurs vieux papiers poussiéreux, on peut lire en grand : « CLINIQUE PRINCE LOUIS RWAGASORE ». Mémorable n'est-ce pas pour eux qui s'y connaissent à l'histoire d'un pays qui acquiesce son indépendance en 1962 ? A l'intérieur, une employée assise derrière son bureau accueille les demandeurs de services médicaux qui viennent payer. Ils sont nombreux, mais les femmes dominent en termes d'effectifs. Au-dessus de nos têtes, le regard se porte sur deux grands portraits suspendus au mur : ceux du chef de l'Etat actuel et de Louis Rwagasore, héros de l'Indépendance. Le plafond est poussiéreux et couvert de toiles d'araignées.

### Des chambres pour malades en état piteux

Il faut prendre du temps pour parcourir l'intérieur de ce bâtiment si vaste. Dans la partie Ouest abritant



La Clinique Prince Louis Rwagasore aujourd'hui converti en hôpital ordinaire est menacé par le manque d'entretien.

les patients, tout semble témoigner de la vieillesse de l'hôpital. Certaines portes ne sont plus munies de serrures et fermer n'est plus possible. On peut jeter un coup d'œil à l'intérieur des chambres communes en passant. Des garde-malades sont assis sur de petits vieux lits. Les murs se dépeignent et se dégradent continuellement.

Au niveau des chambres où s'offrent les services divers liés à la maternité, on fait le même constat. Une vieille porte à deux battants qui donnait sur l'extérieur a été fermée définitivement à l'aide d'un fil à ligaturer.

Nous entrons dans une des chambres communes de la maternité. «Vous pouvez entrer dans l'une des chambres à partir du numéro 6. Ce sont des chambres communes», nous répond un travailleur à qui nous demandons où se trouvent les

toilettes. Nous poussons une porte hermétiquement fermée. A gauche, une douche avec toilette. Nous poussons une vieille porte dans laquelle des feuilles de papier ont servi à boucher de gros trous. La serrure n'a pas été remplacée. Ce jour-là, pas d'eau. Les robinets sont à sec. La propreté relative est maintenue dans cette pièce servant de toilette. « Non, il n'y a pas de réservoir d'eau. Heureusement que les coupures d'eau n'y sont pas fréquentes », indique une source sur place.

Au niveau de tous les blocs, on peut constater des signes de non entretien et de précarité. Des ampoules qui ne fonctionnent plus au niveau des longs corridors éclairés par une faible lumière, des vitres cassés non remplacés, des fenêtres couvertes de poussières...

### Des défis liés aux finances freineraient sa réhabilitation

Selon Dr Bonith Havyarimana, médecin directeur de la Clinique Prince Louis Rwagasore, cette vétusté des locaux est compréhensible. «La Clinique Prince Louis Rwagasore date de 1945», rappelle-t-il. Dr Havyarimana évoque certains efforts mobilisés par son institution pour rendre les services un peu viables. Il parle notamment de la réhabilitation de deux blocs opératoires et du matériel d'équipement.

Cependant, il déplore l'incapacité de son hôpital à procéder aux opérations de réhabilitation à un rythme voulu. « Seulement 33 millions de FBu constituent les frais de fonctionnement que nous recevons de la part de l'Etat alors que nous devons décaisser plus de 120 mil-

lions de FBu pour les salaires par mois », explique le responsable de cette ancienne clinique métamorphosée en hôpital ordinaire. Il affirme néanmoins lancer différents chantiers dont la réhabilitation des chambres du service de maternité, la construction des toilettes pour le personnel, la construction d'un bloc de maternité avec vestiaire pour le bloc opératoire.

Pour Dr Havyarimana, la revue à la hausse des fonds versés par le gouvernement en appui de cet hôpital pourrait permettre d'économiser les moyens nécessaires à sa réhabilitation. Selon un ancien médecin directeur d'un des hôpitaux publics de la municipalité de Bujumbura interrogé sur le sujet, le principal problème est généralement lié à une mauvaise gouvernance dans ce genre d'institutions.

Jonathan Ndikumana

## ANNONCE



### MAIRIE DE BUJUMBURA: CAMPAGNE DE VERIFICATION DES DECLARATIONS ET DE PAIEMENT DES IMPOTS, TAXES ET REDEVANCES



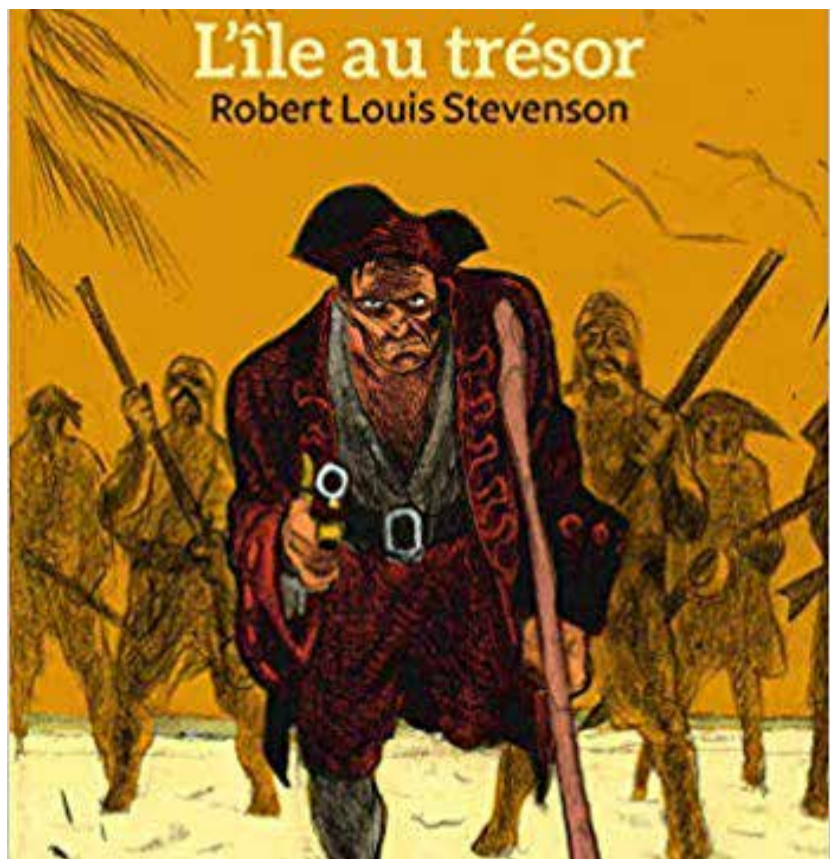
La Mairie de Bujumbura informe ses contribuables qu'elle organise du 18 juillet au 31 Décembre 2022, une campagne de vérification des déclarations et des paiements des impôts, taxes et redevances.

En effet, après la période légale de déclaration, les irrégularités suivantes ont été observées :

- Des contribuables qui font de vraies déclarations mais qui ne paient pas les montants déclarés;
- Des contribuables qui ont payé les impôts ou taxes sur base de fausses déclarations;
- Des contribuables qui ont fait des déclarations frauduleuses;
- Des contribuables qui ne déclarent pas;

La vérification de ces irrégularités se fait parcelle par parcelle par des agents de la Mairie portant des uniformes, sous la supervision des chefs de quartiers.

Chaque contribuable qui a déclaré mais qui n'a pas encore payé l'impôt ou taxe aura la situation des arriérées arrêtée au mois de juillet 2022. Le solde restant dû sera majoré de 1% par mois de retard. En cas de non paiement, d'autres mesures contraignantes seront appliquées conformément à la loi.



## « L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

Le docteur semblait réfléchir profondément et poser en lui-même toutes les données du problème.

« Non, je crois que nous n'en avons pas le droit, dit-il enfin. On peut faire trop de bien avec un trésor comme celui qu'il y a peut-être là, réparer trop de crimes et d'injustices ; il y a dans le monde trop de misères à soulager ! Savez-vous ce que je vous propose, Trelawney ? le voici : convenons avant tout que nous regarderons ce trésor comme une trouvaille ordinaire de monnaies anciennes, dont la moitié, aux termes de la loi, appartient à celui qui l'a faite et l'autre moitié à l'État, c'est-à-dire au roi George.

– Cela me paraît assez sage, dit M. Trelawney, non sans un soupir.

– Quant à cette moitié que la loi nous attribue, poursuivit le docteur, convenons, avant de la répartir entre nous, d'en prélever une importante fraction, le tiers, par exemple, au profit d'une fondation charitable, d'un hôpital, d'un asile pour les vieux marins... Ce sera la part des pauvres !...

– Va pour la part des pauvres ! s'écria le squire avec plus d'enthousiasme qu'il n'en avait éprouvé pour le roi George. Ce n'est pas moi qui la leur marchanderai !

– Eh bien, dans ces termes, je m'embarque avec vous, reprit le docteur dont le front s'était rasséréné. Et j'emmène Jim, et je compte que nous ferons tous deux honneur à l'expédition... Mais s'il faut tout vous dire, il y a un homme dont j'ai peur...

– Et qui est-ce ? demanda le squire. Nommez-le, monsieur, s'il vous plaît !

– C'est vous, répliqua le docteur. Car vous ne savez malheureusement pas tenir votre langue, et la discrétion est de toute nécessité pour conduire à bien une entreprise comme celle-ci. Songez donc, mon cher Trelawney, que nous sommes déjà trop de gens à connaître l'existence de cette carte. Ces individus qui ont attaqué l'auberge ce soir, des coquins hardis et prêts à tout, vous pouvez y compter, et le reste de l'équipage du cotre, et d'autres encore peut-être, sont sûrement déterminés à s'emparer de ce trésor, coûte que coûte. Il faut donc à tout prix les dépister... Si vous m'en croyez, pas un de nous ne restera seul jusqu'au moment où

nous prendrons la mer. Jim et moi nous attendrons ici. Vous, prenez Joyce et Hunter pour aller à Bristol.

– Et jusqu'à la dernière minute, pas un mot sur le but de notre voyage, pas l'ombre d'une indiscretion !...

– Livesey, dit gravement le squire, vous avez toujours raison. Je vous donne ma parole d'être silencieux comme la tombe. »

### VII

#### Le cuisinier du navire .

Les préparatifs du départ prirent plus de temps que ne l'avait supposé le squire, et même le projet du docteur Livesey de me garder tout ce temps auprès de lui ne put être mis à exécution. Le docteur dut aller à Londres pour trouver un jeune médecin qui se chargeât de sa clientèle ; le squire était à Bristol, s'occupant avec activité de l'armement du navire. Je restai au château avec le vieux Redruth, le garde-chasse, à peu près prisonnier, mais ne rêvant que voyages et aventures, déserts étranges et charmants. Presque toutes mes journées se passaient à étudier la carte de l'île, dont les moindres détails étaient gravés dans ma mémoire.

Assis près du feu chez la femme de charge, j'accostais en imagination notre île par toutes les directions possibles ; j'explorais chaque arpent de sa surface ; j'escaladais vingt fois par jour la haute colline désignée comme la Longue-Vue, et du sommet je me délectais à contempler le panorama le plus riche, le plus varié. Tantôt l'île était pleine de sauvages que nous combattions et mettions en fuite ; tantôt elle était remplie d'animaux dangereux qui nous donnaient la chasse. Mais dans aucun de mes rêves il ne m'arriva jamais rien d'aussi bizarre et d'aussi tragique que devaient l'être nos véritables aventures.

Les semaines passèrent. Un jour, une lettre arriva, à l'adresse du docteur Livesey, avec cette apostille :

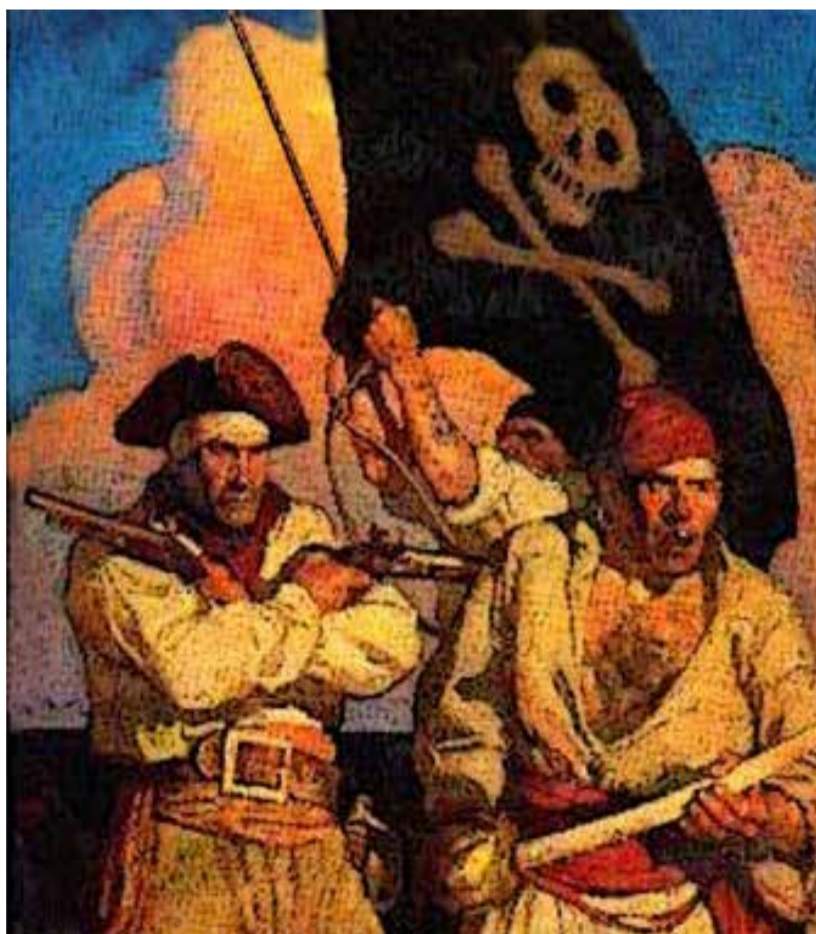
« Pour être ouverte, en cas d'absence, par Tom Redruth ou par le jeune Hawkins. »

Nous, l'ouvrîmes donc, et nous trouvâmes, ou plutôt je trouvai (car le

Dessine des poissons.  
Tu peux t'aider des exemples proposés pour chaque partie ou imaginer entièrement ton dessin.

YEUX	ECAILLES	NAGEOIRE
•	~~~~~	~
○	~~~~~	~
◑	~~~~~	~
◒	~~~~~	~
◓	△△△	~
◔		~

Le poisson des Turbulus :



garde-chasse ne savait guère lire que les caractères imprimés) les importantes nouvelles que voici :

« Hôtel de la Vieille-Ancre, Bristol, 1er mars 1761. « Mon cher Livesey,

« Ignorant si vous êtes chez vous ou à Londres, j'envoie ceci en double et aux deux adresses.

« Le bâtiment est armé et équipé, prêt à prendre la mer. C'est le plus joli schooner qu'on puisse voir, l'Hispaniola, de deux cents ton-

neaux ; si léger et si bien construit qu'un enfant se chargerait de le diriger. J'ai fait cette trouvaille grâce à mon ami Blandly, qui se montre serviable au possible. Le brave garçon s'est mis corps et âme à ma disposition. Tout le monde à Bristol, du reste, est absolument charmant pour moi, surtout depuis qu'on sait quel est le but de notre voyage, j'entends le Trésor... »

« Oh ! oh ! m'écriai-je en interrompant ma lecture, le docteur Livesey ne sera pas content !

Le squire a bavardé, malgré sa promesse.

– N'en avait-il pas le droit ? grommela le garde-chasse. Il ferait beau voir que le squire se privât de parler pour complaire au docteur

Livesey. »

Je suspendis tout commentaire et repris ma lecture :

« C'est Blandly en personne qui a découvert l'Hispaniola et qui s'est arrangé de manière à l'avoir pour presque rien. Ce qui n'empêche pas les gens de jaser, bien entendu. Le pauvre Blandly a beaucoup d'ennemis, certains vont jusqu'à dire que l'Hispaniola lui appartenait en propre, qu'il me l'a vendue beaucoup trop cher, et autres sottises. Dans tous les cas, ils ne peuvent pas alléguer que ce ne soit pas un excellent schooner c'est ce qui me console.

« Jusqu'ici tout a marché comme sur des roulettes. Les ouvriers chargés du grément et des radoubes mettent un temps de tous les diables à faire leur ouvrage ; mais enfin nous en sommes venus à bout. Ce qui m'a donné le plus de mal, c'est la formation de l'équipage. Il me fallait au moins une vingtaine d'hommes, pour le cas où nous trouverions des sauvages dans l'île, ou en mer quelqu'un de ces maudits Français ; mais j'avais eu d'abord tout le mal du monde à en recruter une demi-douzaine, quand un coup du ciel m'a fait précisément tomber sur l'homme de la situation.

La suite de "L'île au trésor",...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 15 août 2022 à 21h10



**Film: Les compères**

Genre : Comédie  
Durée : 85 mn  
Réalisateur : Francis Veber  
Nationalité : France  
Année : 1983

Tristan, le fils unique de Christine et de Paul, a fait une fugue. Cet adolescent de 16 ans a quitté Paris avec une fille plus âgée, Michèle. Toutes les pistes convergent vers Nice, où le père de la jeune fille tient un hôtel. Las ! Le père en question ne se montre guère coopératif et la police...

mardi 16 août 2022 à 20h45



**Doc: De Zanzibar au Tanganyika (Tanzanie)**

Genre : Découverte  
Durée : 105 mn  
Réalisateur : Alain Tixier  
Présenté par : Nicolas Hulot  
Nationalité : France

Nicolas Hulot et son équipe ont parcouru les plus beaux paysages du continent africain. En partant du port de Zanzibar, ancienne plaque tournante du commerce des épices et des esclaves, les aventuriers de l'investigation écologique ont emprunté les routes du Kilimandjaro...

mercredi 17 août 2022 à 20h55



**Film: Ma vie avec Liberace**

Genre : Biographie  
Durée : 115 mn  
Réalisateur : Steven Soderbergh  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2013

Au cours de l'été 1977, Scott Thorson, un bellâtre dresseur d'animaux pour le cinéma, entame une liaison avec un jeune homme qui a ses entrées dans le monde du spectacle. Par son entremise, Scott fait la connaissance du pianiste Valentino Liberace, star kitsch et adulée de Las Vegas...

jeudi 18 août 2022 à 22h55



**Doc: Tendresses animales**

Genre : Animalier  
Durée : 55 mn  
Réalisateur : Laurent Charbonnier  
Nationalité : France

On pourrait penser que les singes ont à peu près tous les mêmes occupations : manger, dormir, s'épouiller, se quereller à tout propos. Mais, à y regarder de plus près, on découvre de subtiles différences entre les espèces. La preuve avec les babouins du Kenya, les magots au Maroc...

vendredi 19 août 2022 à 20h50



**Film: The Spy Gone North**

Genre : Action  
Durée : 135 mn  
Réalisateur : Jong-bin Yoon  
Nationalité : Corée Du Sud  
Année : 2018

Un espion sud-coréen est envoyé en mission en Corée du Nord pour enquêter sur la présence supposée d'un programme nucléaire. Pour cela, il se fait passer pour un homme d'affaires et s'intègre au pays le plus secret du monde.

samedi 20 août 2022 à 20h55



**Film: Money Train**

Genre : Policier  
Durée : 110 mn  
Réalisateur : Joseph Ruben  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 1995

À New York, deux agents de sécurité du métro, John Powell et Charlie Kaylor, se considèrent comme frères bien que l'un soit noir et l'autre blanc. Alors qu'ils poursuivent un petit délinquant, celui-ci est abattu par les gardes du Money Train sur les ordres de son inflexible directeur...

dimanche 21 août 2022 à 20h50

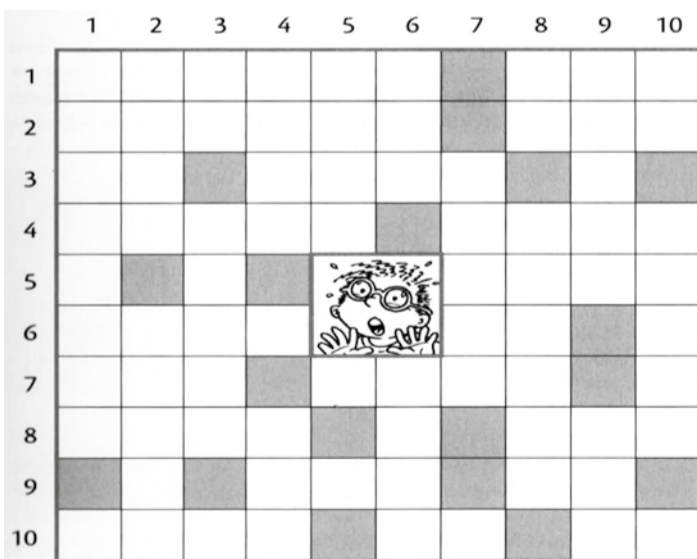


**Film: Prospect**

Genre : Science-fiction  
Durée : 100 mn  
Réalisateur : Christopher Caldwell  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2018

Cee et son père Damon voyagent dans l'espace pour se rendre sur une planète dont le sol est supposé receler des trésors. Des pierres précieuses se nicheraient dans les profondeurs d'une forêt toxique.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

- 1. Cérémonie • Parfois martial • 2. Couleur • L'oiseau y niche • 3. Double voyelle • Lettre grecque • 4. Anciens rois de Russie • Paradis • 5. Forme du verbe « dire » • 6. Prénom masculin • Finale de verbes • 7. Choisi • Celle de l'oncle Tom • 8. Pas tôt • L'ancienne UE • 9. De blé, par exemple • Double consonne • 10. Adolescents • Écu phonétique • Dans

VERTICALEMENT

- 1. Passereau • 2. Partie de l'œil • Mammifère d'Afrique • 3. Possessif • Sentiment très fort • 4. Lier • Jeu • 5. Mois psychologiques • 6. Terme de tennis • Copine • 7. Poètes • 8. Année • Pas indirect • 9. Plis de la peau • Saison chaude • 10. Thé dansant • Elle tombe en hiver

Proverbes

« Les conseillers ne sont pas les payeurs »

Il ne faut pas toujours écouter les personnes qui vous donnent des conseils car elles ne prennent aucun risque. Seul celui qui prend une décision en subira les conséquences.

« Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse »

A force de répéter des actions peu mesurées, il arrive forcément un moment où on est découvert ou que cela ne fonctionne plus.

« Nul n'est prophète en son pays »

Ce proverbe fait bien sûr allusion à Jésus. Les Nazaréens ne voyaient en lui que le fils d'un charpentier et non pas le Messie, fils de Dieu.

« Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras »

Il vaut mieux prendre ce qu'on est sûr d'avoir tout de suite plutôt que d'attendre quelque chose de mieux.

« Il vaut mieux s'adresser à Dieu qu'à ses saints »

Quand on a quelque chose à demander, on a plus de chances de l'obtenir en s'adressant directement à la personne concernée plutôt qu'à des intermédiaires.

« Les chiens ne font pas des chats »

Les enfants ressemblent à leurs parents.

« Il faut séparer le bon grain de l'ivraie »

Parabole de Jésus, dans l'évangile de Saint Mathieu, désignant les bons et les méchants. Il faut faire le tri entre ce qui est bon et ce qui est mauvais.

« C'est l'intention qui compte »

On ne regarde pas les conséquences mais l'intention du départ. Souvent utilisé de manière positive pour excuser une erreur.

« Il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes »

Il ne faut pas mélanger les personnes et les choses de qualité différentes.

« Trouver chaussure à son pied »

Rencontrer l'homme ou la femme avec on va partager sa vie. Par extension, trouver ce dont on a besoin.

Mots croisés : Solution du numéro précédent

R H I N O C E R O S  
A I \* O R I G I N E  
I B I S \* E L B E \*  
L O I \* P L I A \* S  
\* U \* O S M I C  
J \* T U E B R E  
E C R I R A \* E I N  
T U A \* \* V A L S E  
\* V I T R A I L \* S  
D E N T E L L E S \*

## Appel à candidature

La Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC) est une institution bilatérale d'aide au développement engagée dans la région des Grands Lacs (Burundi, Rwanda et l'Est de la RDC) avec une stratégie régionale axée sur trois domaines à savoir : Santé et Nutrition ; Emploi et développement économique et Gouvernance, protection des civils et prévention des conflits.

Le Bureau de Coopération Suisse au Burundi offre un travail diversifié, effectué de manière autonome, comportant des responsabilités, avec un traitement salarial compétitif et une bonne couverture sociale.

Dans le cadre de ses engagements au Burundi, le Bureau de Coopération Suisse désire recruter **Un(e) Assistant (e) de Direction**.

Les tâches principales de l'Assistant (e) de Direction sont réparties dans les catégories suivantes :

- Organisation et coordination de l'agenda et de la correspondance de la Direction du bureau de coopération (Directeur de Coopération, Directeur de Coopération suppléant, Cheffe Finance, Personnel et Administration)
- Organisation de voyages de service pour les membres de la Direction du bureau de coopération et des missions pour les visites officielles au
- Rédaction des Notes Verbales, des PV de réunions internes et externes, de la correspondance du Bureau de Coopération et actualisation de la liste des contacts
- Organisation d'invitations et d'événements officiels pour le Directeur de Coopération y compris compte rendus lorsque nécessaire (contacts, invitations, demande d'offres aux traités, comptabilité, etc)
- Assurer l'archivage et le classement des dossiers, physiquement et électroniquement
- Gérer le calendrier et le compte de la messagerie du Buco Bujumbura et distribuer les courriers électroniques; assurer de manière autonome le suivi et la gestion des événements/ invitations
- Assurer le Remplacement à l'Agence Consulaire,
- D'autres tâches selon le besoin du Bureau

### I. Profil du/de la candidat(e) :

- Précision, dynamisme et haut niveau d'intégrité et de loyauté
- Hautement motivé/e, engagé/e, pro actif/ve; capable de s'intégrer dans une équipe de travail - amabilité & esprit d'équipe
- Excellentes compétences inter personnelles; capacité à traiter efficacement et de manière diplomatique avec des interlocuteurs de tous niveaux; flair politique
- Capacité à effectuer plusieurs tâches à la fois et à s'adapter à différentes tâches de manière flexible; résistance au stress
- Motivation pour apprendre - capacités d'auto-réflexion
- Capacité à travailler de manière indépendante avec un minimum de supervision
- Sens de l'initiative et goût pour la prise de responsabilité
- Hautes capacités de communication tant à l'oral qu'à l'écrit; esprit de synthèse
- Excellentes compétences informatiques (MS-Office)

### II. Qualifications requises :

- Maîtrise parfaite de la langue française et du Kirundi; très bonne maîtrise de l'anglais et du Swahili. Allemand un atout.
- Expérience approfondi (min 5 ans) du fonctionnement d'une administration publique, des organisations internationales et des org.de la société civile
- Diplôme/diplôme universitaire (économie d'entreprise, administration publique, sciences politiques) d'un établissement réputé ou équivalent

### III. Le dossier de candidature doit contenir :

- Une lettre de motivation (max. 1 page)
- Un CV détaillé (max. 3 pages)
- Une copie certifiée conforme des diplômes universitaires et certificats de travail obtenus
- Les attestations de services rendus
- Une photo passeport
- Trois références professionnelles

Le dossier de candidature devra être déposé, dans une enveloppe fermée portant la mention « **Candidature à l'Assistant (e) de Direction** », à l'adresse suivante : Bureau de la Coopération Suisse au Burundi, 18 Boulevard Patrice Lumumba au plus tard le 26/08/2022 à 10:00 heures du matin.

Les candidatures seront traitées confidentiellement. Celles dont le dossier est incomplet ou soumis après le délai ne seront pas prises en considération.

Seules les personnes répondant au profil requis, ayant respecté les procédures prescrites et dont le dossier sera retenu pour la suite de la procédure seront contactées par notre bureau.

Tout recours contre le processus de recrutement est exclu.